Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-93 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	5.2

OBJET : Administration générale – Désignation d'un secrétaire de séance

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-93-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-93 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires, des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le conseil municipal est donc invité à nommer un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal désigne Monsieur Andy DUTRIEU en qualité de secrétaire.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-94 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Vie associative – Médaille d'Honneur de la Ville – Modification du règlement

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-94-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-94 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération n° 15/2011 en date du 13 avril 2011, a été entérinée la création de la Médaille d'Honneur de la Ville ainsi que le règlement concernant les conditions d'attribution de cette récompense. Celle-ci a été modifiée le 24 septembre 2020 par délibération n° 2020-71afin de mieux tenir compte des postes à haute responsabilité, tels que les président(e)s, vice-président(e)s, trésorier(ière)s, trésorier(ière)s adjoint(e)s, secrétaires, secrétaires adjoint(e)s d'associations, et les récompenser à leur juste valeur.

Il s'avère qu'actuellement le nombre de demandes de médailles de la ville diminue fortement.

Aussi, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de modifier le règlement de la médaille d'honneur de la ville en son article 5 « Remise de la médaille » afin d'organiser une cérémonie en l'honneur des bénévoles tous les ans ou tous les 2 ans en fonction du nombre de demandes au lieu d'une manifestation annuelle.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-95 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	1.1

OBJET : Intercommunalité - Adhésion au groupement de commandes pour le contrôle et la maintenance des ouvrages de lutte contre l'incendie (lot1) et/ou pour l'entretien et le curage des bouches d'égouts et grilles d'avaloirs (lot 2) porté par la ville de Saint-Omer.

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-95-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-95 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, dans le cadre de l'optimisation des moyens qui constitue l'un des objectifs de la mutualisation, la commune de Saint-Omer propose aux communes de la CAPSO d'adhérer à un groupement de commandes portant sur :

- Lot 1 : le contrôle et la maintenance des ouvrages de lutte contre l'incendie,
- Lot 2 : l'entretien et le curage des bouches d'égouts et grilles d'avaloirs (eaux pluviales).

Chaque lot étant indépendant, la commune peut se positionner sur l'un ou l'autre ou choisir les deux.

Pour ces lots :

- La ville de Saint-Omer est désignée comme coordinatrice du groupement dont les modalités d'organisation sont déterminées dans une convention constitutive. A ce titre, elle a en charge de recenser les besoins des collectivités adhérentes, de rédiger le dossier de consultation des entreprises et de procéder aux opérations de passation du marché.

- Il s'agit d'un marché à bons de commandes d'un an renouvelable trois fois.

- La commission d'appel d'offres de la Ville de Saint-Omer sera chargée de l'attribution du marché. L'ensemble des collectivités sera associé à la démarche.

- Les frais de publicité (environ 3 000 € pour les deux lots) seront répartis sur l'ensemble des membres participant au groupe de commandes, au prorata du nombre d'ouvrages concernés par la collectivité.

- L'exécution du marché reste à la charge de chaque collectivité (commande, réception des prestations, facturation).

- La date effective de mise en œuvre est fixée au 1er janvier 2027.

Compte-tenu de l'intérêt technique, organisationnel et financier de mutualiser ces achats, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- D'approuver l'adhésion de la commune de Longuenesse au groupement de commandes portant sur le lot 1 et le lot 2,

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les actes et toutes les pièces relatives à cette adhésion.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-96 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Urbanisme - Avis de consultation du public par voie électronique portant sur une demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau, proposant un Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage (PGPOD) des Unités Hydrographiques Cohérentes (UHC)

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-96-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-96 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'une consultation du public est organisée, du 29 juin 2026 au 29 septembre 2026 inclus, sur la demande d'autorisation environnementale au titre de la Loi sur l'eau présentée par la Direction Régionale de Voies Navigables de France – Service opérationnel de Lille – Unité dragages, concernant le projet de plan de gestion pluriannuel des opérations de dragage (PGPOD) des UHC n°1 – Delta de l'Aa et n°2 – Aa Audomarois.

Le présent dossier joint en annexe constitue le dossier de demande d'Autorisation Unique réalisé dans le cadre du Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage (PGPOD) des Unités Hydrographiques Cohérentes (UHC) n°1 – Delta de l'Aa et n° 2 – Aa Audomarois gérées par la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais (DT NPdC) de Voies Navigables de France (VNF).

Ce dossier réglementaire est réalisé dans le cadre de l'arrivée à échéance des arrêtés interpréfectoraux portant autorisation au titre de l'Article L. 214-3 du Code de l'environnement pour le Plan de Gestion Pluriannuel des opérations de dragage d'entretien sur :

- L'Unité Hydrographique Cohérente n° 1 – Delta de l'Aa au titre de l'article L215-15 du code de l'Environnement du 24 juin 2014 prorogée de 18 mois par l'arrêté inter-préfectoral du 09 aout2024,

- L'Unité Hydrographique Cohérente n° 2 – Aa / Audomarois au titre de l'article L215-15 du code de l'Environnement du 18 juillet 2014 prorogée de 18 mois par l'arrêté préfectoral du 17 juillet2024.

Ces deux UHC sont regroupées dans le même dossier en raison de leur continuité d'itinéraire, écologique et hydrologique, permettant ainsi une gestion intégrée visant à préserver leurs fonctionnalités.

Le Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage est un document qui planifie les opérations de dragage sur plusieurs années (souvent 5 à 10 ans), encadre la gestion des sédiments extraits lors du dragage et veille à limiter les impacts environnementaux des opérations.

En application des dispositions de l'Article R.181-18 du Code de l'Environnement, la Préfecture du Pas-de-Calais sollicite l'avis du conseil municipal sur cette demande.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal émet un avis favorable sur cette consultation.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-97 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	1.1

OBJET : Marchés publics – Groupement de commandes Ville / CCAS pour la passation des marchés d'assurance (2027-2030) et autorisation de signature

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-97-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire indique à l'assemblée que les marchés d'assurance de la Ville de Longuenesse et du Centre Communal d'Action Social (CCAS) arrivant à échéance le 31 décembre 2026, il convient de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence.

Dans cette perspective, un audit des contrats en cours et une analyse des risques ont été confiés au cabinet Audit-Assurances / Ace Consultants. Ce dernier assure également une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'élaboration et le suivi du marché public d'assurance, à effet au 1er janvier 2027.

Afin de garantir une continuité de couverture tout en renforçant la concurrence entre les acteurs du secteur, il est proposé de retenir une durée contractuelle pluriannuelle.

Pour des raisons d'efficience organisationnelle et d'optimisation financière, il est préconisé d'associer la Ville et le CCAS au sein d'un groupement de commandes, en application des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La consultation portera sur les catégories suivantes : Responsabilité civile et risques annexes ; Dommages aux biens et risques annexes ; Flotte automobile et risques annexes ; Protection juridique des personnes morales, des agents et des élus.

Le coordonnateur préparera les consultations et proposera les modalités de dévolution (allotissement) ainsi que la procédure de passation adaptée aux besoins consolidés des membres.

La Ville de Longuenesse assurera le rôle de coordonnateur du groupement. À ce titre, elle aura la charge de :

- Rédiger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Lancer et conduire la procédure de consultation ;
- Attribuer, signer et notifier les marchés au nom des membres du groupement.

Chaque entité assurera ensuite l'exécution financière et administrative de ses propres lots/contrats.

Les marchés seront conclus pour une durée de 4 ans (2027-2030), résiliables annuellement à l'échéance par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect du préavis contractuel.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil Municipal :

- Approuve la création du groupement de commandes entre la Ville de Longuenesse et le CCAS pour le renouvellement des marchés d'assurance (période 2027-2030),

- Désigne la Ville de Longuenesse en qualité de coordonnateur du groupement de commandes,

- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de constitution du groupement de commandes,

- Autorise Monsieur le Maire à signer les marchés à intervenir avec les prestataires retenus à l'issue de la procédure ou, le cas échéant, à relancer une nouvelle consultation si la procédure venait à être déclarée infructueuse.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-98 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Finances – Admission en non-valeur de créances éteintes (listes n° 7908900332, 7928560532, 8348230332 et 8362040432)

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-98-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-98 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par courriel en date du 28 et 30 juillet 2026, Monsieur le Comptable public assignataire, responsable du SGC de Saint-Omer nous a adressé des états de créances éteintes au titre des années 2022à 2025 et demande en conséquence l'admission en non-valeur des sommes totales portées sur ces états soit 4 804,55 € (quatre mille huit cent quatre euros et cinquante-cinq centimes). Ces états sont repris en annexe.

Considérant que ces sommes sont irrécouvrables en raison de la décision d'effacement de dettes dans le cadre d'une procédure de surendettement accordé aux particuliers et de la liquidation judiciaire de la société concernée.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- d'admettre en non-valeur des créances éteintes la somme précitée afin de rendre plus sincère le résultat budgétaire cumulé de fin d'exercice,

- d'imputer cette dépense à l'article 6542 du présent exercice.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-99 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Finances – Prise en charge exceptionnelle des frais de mise en fourrière lors de l'Audo Marathon

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-99-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-99 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que, dans le cadre de l'organisation de l'Audo Marathon le dimanche 31 mai 2026, l'association Just For Friends Events, en partenariat avec la CAPSO, a sollicité la Commune de Longuenesse pour sécuriser le parcours.

Par arrêté municipal n° 2026-1630 du 23 mars 2026, la commune a réglementé la circulation et le stationnement sur certaines voies afin de garantir la sécurité des usagers. Des déviations ont été déployées par les services techniques, et la publication de l'arrêté a été effectuée selon les règles en vigueur.

Néanmoins, en raison d'une imprécision dans la rédaction des zones d'interdiction de l'arrêté municipal, six véhicules appartenant à des riverains ont été enlevés et mis en fourrière lors de l'intervention du commissariat de police de Saint-Omer.

Considérant la bonne foi des riverains impactés et la responsabilité de la commune liée à l'imprécision du texte réglementaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- De la prise en charge exceptionnelle par la commune des frais de mise en fourrière engagés par les usagers lésés, à savoir :
  - Monsieur PIGEON Julien et Madame BULTEL Delphine demeurant 110 Avenue Clémenceau (2 véhicules),
  - Monsieur CARPREAU Valentin demeurant 108 Avenue Clémenceau (1 véhicule),
  - Monsieur PACCOU Patrick demeurant 42b Route de Wisques (1 véhicule),
  - Monsieur ACCART Thomas demeurant 42 Route de Wisques (1 véhicule),
  - Monsieur GAILLET Benoît demeurant 34 Route de Wisques (1 véhicule).

- De préciser que le remboursement de ces frais s'effectuera sur présentation d'un justificatif acquitté (facture de la fourrière).

- D'imputer la dépense correspondante au budget de la commune.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-100 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Cimetière –Adaptation et revalorisation des tarifs

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-100-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de décider que les cavurnes soient cédées aux familles au prix coûtant, selon le même principe que celui actuellement appliqué aux sarcophages.

Il est également proposé de fixer les tarifs des concessions de columbarium, tant pour les premières attributions (columbariums 6/7) que pour les renouvellements (columbariums 2/3/4/5 et 6/7), conformément au tableau ci-dessous.

	Tarifs en € pour 15 ans	Tarifs en € pour 30 ans	Tarifs en € pour 50 ans
Columbarium 1 - 1ère attribution	300.00	450.00	650.00
Columbarium 1 - Renouvellement	240.00	390.00	590.00
Columbariums 2/3/4/5 - 1ère attribution	350.00	550.00	750.00
Columbariums 2/3/4/5 - Renouvellement	290.00	490.00	690.00
Columbariums 6/7 - 1ère attribution	400.00	600.00	800.00
Columbariums 6/7 - Renouvellement	340.00	540.00	740.00

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- d'approuver la cession des cavurnes aux familles au prix coûtant,
- d'approuver les tarifs des concessions de columbarium tels que présentés dans le tableau ci-dessus,
- d'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à mettre en œuvre la présente délibération.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-101 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	7.5.2

OBJET : Finances - Subvention municipale 2026 – Stade Longuenessois Athlétisme

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-101-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en application de l'article L 2311-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget.

En date du 28 Avril 2026, des délibérations ont été prises concernant l'octroi de subventions de fonctionnement aux associations (n° 2026-50 à 61).

La Ville a reçu une nouvelle demande de subvention exceptionnelle émanant de l'association Stade Longuenessois Athlétisme relative à l'organisation des foulées longuenessoises du 20 septembre 2026.

Préalablement à l'examen de celle-ci, il tient à rappeler que par leurs diversités et leurs palettes d'activités, les associations sont présentes dans notre quotidien et jouent un rôle important dans le tissu social de la commune.

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT
Stade Longuenessois Athlétisme	1 500,00 €

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal se prononce favorablement sur l'attribution de la subvention reprise ci-dessus pour un montant de 1 500 €, article 65748 du budget Ville.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-102 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	7.5.2

OBJET : Finances – Camp de vacances des Bruyères – Participation communale 2026

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-102-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-102 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en partenariat avec les Villes de Saint-Omer, Salperwick et Wizernes et conformément à la délibération n° 22 du 8 juin 1989, la Ville de Longuenesse octroie, chaque année, une participation au camp des Bruyères afin que les enfants longuenessois puissent fréquenter les accueils de loisirs organisés en juillet par cette association.

La participation 2026 s'élève à :

- Nombre d'enfants inscrits : 175
- Nombre de journées : 175 * 21 = 3 675
- Tarif par enfant et par jour : 5,80 €
- Participation communale 2026 : 5,80 € * 3675 = 21 315,00 €

Toutefois, conformément à la délibération n° 2026/60 du 28 avril 2026, l'association a perçu un premier versement à hauteur de 50% de la participation 2025 soit 10 533,60 €.

NB : *Il est précisé que les élus siégeant au conseil municipal et ayant au minimum une fonction de membre du conseil d'administration ou de salarié d'une association recevant une subvention de la part du conseil municipal seront déclarés ne participant pas au vote pour cette subvention.*

Identifiés : Mme DUWICQUET, M. MOUND et M. FOULON

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, (Mme DUWICQUET, M. MOUND et M. FOULON étant sortis pendant la lecture de la délibération et le vote), le conseil municipal décide :

- D'allouer le solde de la participation communale relatif aux frais de fonctionnement du camp de vacances des Bruyères de l'année 2026 pour un montant de 10 781,40 €,

- D'imputer la dépense correspondante au budget de la commune.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-103 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Dérogation au repos dominical – Magasin Decathlon

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-103-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-103 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le code du travail en son article L. 3132-3 dispose que le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

L'article L. 3132-20 prévoit que lorsque le repos simultané de tout le personnel, le dimanche, compromet le fonctionnement normal de l'établissement ou porte préjudice au public, le repos peut être donné, soit toute l'année, soit à certaines époques seulement, suivant certaines modalités entraînant l'emploi dominical de tout ou partie du personnel.

Les autorisations nécessaires accordées par le préfet pour une durée limitée sont données après avis du conseil municipal, de la chambre de commerce et d'industrie, et des syndicats d'employeurs et de travailleurs intéressés.

Monsieur le Directeur du magasin Decathlon, 4 avenue des Frais Fonds à LONGUENESSE, sollicite l'autorisation d'occuper du personnel salarié le **dimanche 8 novembre 2026**.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal émet un avis favorable à cette requête.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-104 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	4.1.1

OBJET : Personnel communal – Création de poste liée à un besoin permanent- Agent d'exploitation des équipements sportifs et ludiques - Modification du tableau des emplois

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-104-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-104 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Considérant que l'agent chargé de la gestion du complexe sportif des bruyères occupe l'emploi d'agent d'exploitation des équipements sportifs et ludiques ouvert aux cadres d'emplois des adjoints techniques,

Considérant la possibilité d'évolution de l'emploi,

Considérant que la construction de la nouvelle salle des sports située dans le quartier Maillebois sera terminée en fin d'année 2026,

Considérant que pour le bon fonctionnement de la salle, il est nécessaire de recruter un agent d'exploitation des équipements sportifs et ludiques qui bénéficiera d'un logement de fonction,

Considérant le tableau des emplois,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- L'ouverture au cadre d'emploi des agents de maîtrise de l'emploi d'agent d'exploitation des équipements sportifs et ludiques existant,

- La création d'un emploi permanent d'agent d'exploitation des équipements sportifs et ludiques à temps complet à compter du 1er janvier 2027 ouvert au cadre d'emplois des adjoints techniques et agents de maîtrise, catégorie C (adjoint technique, adjoint technique principal de 2ème classe, adjoint technique principal de 1ère classe, agent de maîtrise, agent de maîtrise principal),

- D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée,

- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-105 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	4.1.1

OBJET : Personnel communal – Création de poste liée à un besoin permanent dans le service de la police municipale - Modification du tableau des emplois

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-105-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-105 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire indique à l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'organe délibérant de la collectivité de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Social Territorial.

Considérant qu'actuellement le service de police municipale comprend 4 agents titulaires,

Considérant que pour le bon fonctionnement du service, il est nécessaire de recruter un agent supplémentaire,

Considérant le tableau des emplois,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- La création d'un emploi permanent d'agent de police municipale à temps complet à compter du 1er novembre 2026 ouvert au cadre d'emplois des agents de police municipale, catégorie C (gardien-brigadier de police Municipale, brigadier-chef principal de police municipale),

- D'adopter la modification du tableau des emplois ainsi proposée,

- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-106 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	4.1.1

OBJET : Personnel communal – Ouverture au cadre d'emploi des agents de maîtrise – emploi de jardinier - Modification du tableau des emplois

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-106-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que le grade d'agent de maîtrise est accessible aux agents chargés de missions et de travaux techniques comportant notamment le contrôle de la bonne exécution de travaux confiés à des entrepreneurs ou exécutés en régie, Article 2 Décret n° 88-547 Article 3 Décret n° 88-547 ou chargé de l'encadrement de fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois techniques de catégorie C, ainsi que la transmission à ces mêmes agents des instructions d'ordre technique émanant de supérieurs hiérarchiques.

Aussi afin de permettre une évolution de carrière aux agents chargés de l'entretien des espaces verts qui, du fait de leur expérience, se voient confier des missions supplémentaires,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- d'ouvrir également les emplois d'agents chargés de l'entretien des espaces verts au cadre d'emplois des agents maîtrise,
- de modifier le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-107 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Personnel communal - Mise en place du forfait mobilités durables

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-107-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 prévoit les conditions et les modalités d'application du « forfait mobilités durables » aux agents de la fonction publique territoriale. L'arrêté du 9 mai 2020 fixe le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible au versement du forfait mobilités durables ainsi que le montant annuel forfaitaire.

Les conditions et modalités de versement de ce forfait ont été élargies par le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022, dont les dispositions s'appliquent rétroactivement aux déplacements effectués à compter du 1er janvier 2022.

Les agents fonctionnaires, contractuels de droit public et agents de droits privé peuvent bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou leur engin déplacement personnel motorisé, tel que défini aux 6.14 et 6.15 de l'article R 311-1 du code de la route, ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage, ou en tant qu'utilisateur des services de mobilité partagée mentionnées à l'article R 3261-13-1 du code du travail, sous forme d'un « forfait mobilités durables ».

Les modes de transport éligibles sont donc les suivants :

- ✓ vélo ou vélo à assistance électrique personnel,
- ✓ covoiturage, en tant que conducteur ou passager,
- ✓ un engin de déplacement personnel motorisé : trottinettes, monoroue, gyropodes, hoverboard…
- ✓ en utilisant des services de mobilité partagée : véhicules en location ou mis à disposition en libre-service (cyclomoteurs, motocyclettes, cycles ou cycles à pédalage assisté, engins motorisés ou non sous réserve que le moteur ou l'assistance soient non thermiques lorsqu'ils sont motorisés) ou service d'autopartage sous réserve que les véhicules mis à disposition soient à faibles émissions.

Les agents peuvent bénéficier de ce dispositif à condition d'utiliser l'un ou l'autre des moyens de transport éligibles pour effectuer leur déplacement entre leur résidence habituelle et le lieu de travail pendant un nombre minimal de 30 jours sur une année civile. Ce nombre est modulé en fonction de la quotité de travail de l'agent. Au cours d'une même année, l'agent peut, par exemple, alternativement utiliser le vélo ou le covoiturage pour atteindre le nombre minimal de 30 jours pour un agent à temps complet.

Le bénéfice du « forfait mobilités durables » est subordonné au dépôt d'une déclaration sur l'honneur établie par l'agent auprès de son employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles à ce dispositif.

L'utilisation effective du covoiturage fait l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur qui peut demander à l'agent tout justificatif utile à cet effet comme :

- un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur) d'une plateforme de co voiturage
- une attestation sur l'honneur du covoitureur en cas de covoiturage effectué en dehors des plateformes professionnelles,
- une attestation issue du registre de preuve de covoiturage (http://covoiturage.beta.gouv.fr/).

Lorsqu'il a plusieurs employeurs publics, l'agent dépose auprès de chacun d'eux la déclaration sur l'honneur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Dans ce cas, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur, sous réserve que chacun ait pris une délibération instaurant ce forfait.

L'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur. L'attestation sur l'honneur suffit à justifier de l'utilisation du vélo. Toutefois, en cas de doute manifeste, l'employeur peut demander à l'agent de produire tout justificatif utile à sa demande (exemple : facture d'achat du vélo…).

Le forfait mobilités durables est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.

A la date de l'adoption de la présente délibération, pour les déplacements effectués à compter du 1er janvier 2022, le montant annuel du forfait mobilités durables est fixé, en application de l'article 3 de l'arrêté du 9 mai 2020, à :

- ✓ 100 € par an lorsque l'utilisation du moyen de transport éligible est comprise entre 30 et 59 jours,
- ✓ 200 € par an lorsque l'utilisation du moyen de transport éligible est comprise entre 60 et 99 jours,
- ✓ 300 € par an lorsque l'utilisation du moyen de transport éligible est d'au moins 100 jours.

Ces montants feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants de l'arrêté du 9 mai 2020 seront revalorisés ou modifiés par un texte règlementaire.

Le nombre minimal de jours d'utilisation est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Lorsque l'agent a changé d'employeur au cours de l'année, il dépose sa déclaration auprès de son dernier employeur au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle le forfait est versé. Cette déclaration atteste de l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année auprès d'employeurs éligibles au forfait mobilités durables. Le forfait est versé par le dernier employeur de l'agent et son montant est déterminé en prenant en compte l'ensemble des déplacements réalisés par l'agent au cours de l'année. Le ou les autres employeurs de l'agent au cours de l'année de référence transmettent, le cas échéant, au dernier employeur de l'agent, les justificatifs attestant du recours effectif à l'un des modes de transports éligibles.

Depuis le 1er janvier 2022, le versement du « forfait mobilités durables » est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010. Toutefois, un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge simultanée au titre de chacun de ces deux dispositifs (article 8 du décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 modifié).

Le forfait mobilités durables n'est pas applicable :

- ✓ aux agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- ✓ aux agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- ✓ aux agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ;
- ✓ aux agents transportés gratuitement par leur employeur ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- De mettre en place le dispositif « forfait mobilités durables » à compter du 1er janvier 2027, pour tout agent qui remplit les conditions d'attribution et au regard des modalités définies ci-dessus ;

- De moduler le nombre de jours minimal selon la quotité de temps de travail de l'agent ;

- De verser le forfait mobilités durables en seule fraction l'année suivant celle au titre de laquelle le droit est ouvert ;

- D'autoriser monsieur le Maire à signer toutes les pièces administratives ou financières relatives à l'exécution de la présente délibération ;

- D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-108 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Personnel communal – Mise à jour du protocole télétravail

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-108-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'en vertu de l'article 2 du décret n°2016-151 du 11 février 2016 modifié, le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Un agent qui exerce ses fonctions en télétravail ne doit pas être assimilé aux autres agents qui peuvent également être absents du bureau (au titre des congés, d'une autorisation de travail à temps partiel, d'une formation ou encore d'un congé maladie), car, contrairement à lui, ces derniers sont déchargés de toute obligation professionnelle.

Les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation.

Le développement du télétravail s'inscrit dans une démarche de modernisation de l'organisation des services communaux. Il contribue à améliorer la qualité de vie au travail des agents en favorisant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, tout en renforçant l'attractivité de la collectivité dans un contexte de recrutement de plus en plus concurrentiel.

Le télétravail permet également d'améliorer les conditions de réalisation de certaines missions nécessitant concentration, analyse ou rédaction, en favorisant l'autonomie et la responsabilisation des agents. Il accompagne par ailleurs la transformation numérique de la collectivité et le développement de pratiques de travail adaptées aux évolutions des services publics.

En outre, en limitant les déplacements domicile-travail, il participe à la réduction de l'empreinte environnementale de la collectivité et contribue à la continuité du service public grâce à une organisation plus souple et plus résiliente.

Le télétravail a été mis en place dans la collectivité par la délibération n° 2023-42 du 09 juin 2023. Les retours d'expérience observés au sein de la collectivité démontrent que ce mode d'organisation est compatible avec le maintien de la qualité du service rendu aux usagers et qu'il constitue un levier de performance collective lorsqu'il est mis en œuvre dans un cadre maîtrisé.

Considérant que le bilan du télétravail réalisé au sein de la collectivité fait apparaître des résultats satisfaisants en matière de qualité de vie au travail, de concentration et d'efficacité professionnelle ;

Considérant que les outils numériques et les modalités d'organisation des services permettent aujourd'hui un recours plus souple au télétravail sans préjudice pour la continuité du service public ;

Considérant qu'il convient de faire évoluer le dispositif par un assouplissement mesuré afin de répondre aux attentes exprimées par les agents (apparaissant conforme aux pratiques aujourd'hui observées dans de nombreuses collectivités)tout en maintenant le nécessaire niveau de présence dans les services ;

Considérant que le nombre de jours proposé est le suivant :

1/ Pour les agents ayant des missions n'étant pas majoritairement dédiées à l'accueil du public :

L'autorisation de télétravail peut prévoir l'attribution d'un volume de 40 jours flottants maximum par année civile.

2/ Pour les agents ayant des missions majoritairement dédiées à l'accueil du public : Il sera possible de disposer de 20 jours flottants maximum par année civile.

Il s'agit de montants plafonds, le nombre de jour effectif sera décidé en concertation avec le responsable de service, le responsable de pôle et le directeur général des services.

Il ne sera également pas possible d'exercer plus de 2 jours de télétravail dans une même semaine sauf circonstances particulières validées avec le responsable de service, le responsable de pôle et le directeur général des services.

Vu l'avis du comité social territorial en date du 7 septembre 2026,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal approuve la mise à jour du protocole relatif au télétravail à compter du 1er janvier 2027 joint à la présente délibération (modifications en bleu dans le texte).

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-109 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Urbanisme – Demande de garantie d'emprunt – Réalisation de 22 logements collectifs en PSLA, rue des Chartreux–Habitat des Hauts de France

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-109-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par courrier reçu le 10 juin 2026, dans le cadre de la réalisation de 22 logements collectifs en PSLA rue des Chartreux, Habitat des Hauts de France nous indique que cette opération est financée principalement par un prêt d'un montant de 3 666 000 €.

C'est pourquoi, Habitat des Hauts de France sollicite la garantie de la Ville à hauteur de 3 666 000 € sur une durée de 4 ans.

L'avenant au contrat de prêt signé accompagné de l'attestation de preuve ainsi que l'engagement de caution sont annexés à la présente délibération.

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2305 du code civil,

Vu l'avenant au contrat de prêt n° 26046-1en annexe signé entre Habitat des Hauts de France, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré ci-après l'emprunteur et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Hauts de France,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide d'accorder la garantie de la commune dans les conditions reprises ci-dessous :

Article 1 : l'assemblée délibérante de la commune de Longuenesse accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 666 000 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Hauts de France, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 26046 constitué d'une ligne du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 3 666 000 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des Hauts de France, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le conseil s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-110 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Administration générale - Désignation d'un élu référent sécurité routière

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-110-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que la ville a reçu la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 1er juillet 2026, concernant la désignation d'un élu référent en matière de sécurité routière. Dans le cadre du renforcement des politiques publiques locales en matière de prévention, de protection des populations et de coordination avec les services de l'Etat, il appartient aux communes de structurer l'action municipale autour d'élus référents clairement identifiés. Ces désignations permettent d'assurer une meilleure articulation entre la commune et les services de secours, les autorités préfectorales et les partenaires institutionnels, tout en garantissant une information régulière du conseil municipal et des habitants.

Afin de renforcer la prévention des accidents et de promouvoir une culture locale de sécurité des déplacements, il est recommandé que chaque commune désigne un élu référent sécurité routière.

Cet élu assure le lien avec la préfecture, la coordination sécurité routière et l'ensemble des partenaires institutionnels impliqués dans la sécurité routière.

Ses missions consistent notamment à :

- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation auprès des habitants, des établissements scolaires et des acteurs locaux, en relayant les campagnes nationales et départementales et en soutenant les initiatives locales de prévention,

- Identifier les problématiques de circulation et de sécurité sur le territoire communal, en observant les comportements à risque, en repérant les zones sensibles et en contribuant aux diagnostics menés par les services municipaux,

- Participer aux dispositifs de prévention proposés par l'Etat et les partenaires (opérations de contrôle, actions pédagogiques, évènements thématiques) afin d'inscrire la commune dans une dynamique collective,

- Accompagner l'amélioration de la sécurité des mobilités, en apportant un avis sur les projets d'aménagement, en encourageant les bonnes pratiques et en veillant à la prise en compte des usagers vulnérables (piétons, cyclistes, seniors, enfants).

Grâce à son rôle de relais et de coordination, l'élu référent sécurité routière contribue à inscrire durablement la sécurité routière parmi les priorités de la commune et à renforcer la sécurité des déplacements au quotidien.

N° 2026-110 DGSCB

En application de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette désignation aura lieu au scrutin secret, sauf si le conseil municipal en décide autrement à l'unanimité.

Après vote à main levée, par 33 voix pour, le conseil municipal désigne à l'unanimité, Monsieur Rodrigues HERMANT.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-111 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Administration générale – Désignation d'un conseiller municipal correspondant incendie et secours

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-111-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-111 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que la ville a reçu la circulaire du Préfet du Pas-de-Calais, en date du 1er juillet 2026, concernant la désignation d'un élu référent en matière d'incendie et de secours. Dans le cadre du renforcement des politiques publiques locales en matière de prévention, de protection des populations et de coordination avec les services de l'Etat, il appartient aux communes de structurer l'action municipale autour d'élus référents clairement identifiés. Ces désignations permettent d'assurer une meilleure articulation entre la commune et les services de secours, les autorités préfectorales et les partenaires institutionnels, tout en garantissant une information régulière du conseil municipal et des habitants.

L'article 13 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 pose l'obligation pour les communes qui ne disposeraient pas d'un adjoint au maire ou d'un conseiller municipal chargé des questions de sécurité civile de désigner, au sein du conseil municipal, un correspondant incendie et secours. Conformément à l'article D. 731-14 du Code de la sécurité intérieure, cette désignation doit intervenir dans les six mois suivant l'installation du conseil municipal.

Le correspondant incendie et secours est l'interlocuteur privilégié du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) sur les questions relatives à la prévention, la protection et la lutte contre les incendies.

Dans le cadre de ses missions et sous l'autorité du maire, le correspondant incendie et de secours peut ainsi concourir :

- à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation des habitants de la commune aux risques majeurs et aux mesures de sauvegarde,

- à la mise en œuvre par la commune de ses obligations de planification (plan communal de sauvegarde – PCS) et d'information préventive (document d'information communal sur les risques majeurs DICRIM),

- à la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) de la commune, en lien étroit avec le SDIS.

Il informe périodiquement le conseil municipal des actions qu'il mène dans son domaine de compétence.

En application de l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette désignation aura lieu au scrutin secret, sauf si le conseil municipal en décide autrement à l'unanimité.

Après vote à main levée, par 33 voix pour, le conseil municipal désigne à l'unanimité, Monsieur Arnaud ROUSSEL.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-112 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Urbanisme – Convention de partenariat entre l'Agence d'urbanisme, de développement et du patrimoine du Pays de Saint-Omer et la Commune de Longuenesse

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-112-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'en qualité d'association loi 1901, l'Agence d'urbanisme, de développement et du patrimoine du Pays de Saint-Omer est un outil d'ingénierie territoriale financée par des fonds publics. Dans le cadre d'un programme partenarial triennal et travaillant en réseau, elle apporte son expertise afin de répondre aux enjeux partagés de développement de l'ensemble de ses membres.

L'Agence s'appuie sur une équipe pluridisciplinaire et expérimentée, capable de mettre en œuvre ses connaissances et ses savoir-faire au services des habitants et de leur territoire. Elle est composée d'une trentaine de collaborateurs aux compétences multiples (urbanistes, architectes, paysagistes, géographes, historiens, médiateurs, urbanistes, communicants, etc.).

Compte tenu des nombreux projets menés en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme ces dernières années, celle-ci propose l'option d'un accompagnement global avec un engagement pour 3 ans ou la durée du mandat restant.

Ladite convention a pour objet de définir les modalités d'adhésion de la commune à l'Agence afin de participer à son programme de travail partenarial pendant la durée du mandat. Cette convention définit également le montant et les modalités de versement par la commune de Longuenesse de la subvention accordée à l'Agence (la cotisation est calculée selon la population arrondi à la dizaine supérieure).

La commune de Longuenesse souhaite ainsi être pleinement associée, et contribuer en qualité de partenaire, aux principales actions identifiées dans le programme d'activités de l'Agence parmi lesquelles :

- Demandes en cartographie (numériques ou papier).
- Accès aux ressources partagées (données, documentation, photos, archives, etc.).
- Conseils en aménagement, urbanisme et patrimoine.
- D'être accompagnée dans la recherche des financements.
- Représentation de la commune au sein des instances de l'association.
- Participation aux "avant-premières" et événements de l'association.
- Contribution à la co-construction et à la définition des orientations du programme partenarial d'activités.

Deux options sont possibles :

- Un accompagnement ciblé, l'Agence propose pour un montant de 3 700 € (soit 0,35 € par habitant) :

  * un atelier visant à structurer les projets communaux,
  * ou une étude qui mobilise une à deux compétences de l'équipe.

- Un accompagnement global, l'Agence propose pour un montant de 7 400 € (soit 0,70 € par habitant) :

  * un atelier visant à structurer les projets communaux,
  * une étude structurante associant plusieurs compétences de l'équipe,

* l'élaboration, le suivi et l'évaluation de programmes d'actions multithématiques pouvant inclure plusieurs études.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal décide de sélectionner l'option « accompagnement global » pour la durée du mandat et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'Agence d'urbanisme, de développement et du patrimoine du Pays de Saint-Omer jointe en annexe de la présente délibération.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-113 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Administration générale – Dématérialisation des actes – Prestations de services numériques – Convention d'adhésion à la centrale d'achats du Syndicat Mixte la Fibre Numérique 5962

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-113-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la ville de Longuenesse porte le projet de dématérialisation des actes. Dans ce cadre elle a entrepris des démarches de consultation en vue de mettre en œuvre les marchés publics nécessaires et les mieux adaptés à ses besoins.

De son côté le Syndicat mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique (La Fibre Numérique 59 62) développe une offre de services à destination des collectivités du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi que de leurs établissements publics, dans le cadre de ses compétences en matière de Numérique. Ces services privilégient le recours au réseau public de fibre optique que le Syndicat mixte a déployé et que les EPCI ont contribué à financer, car il permet le développement d'infrastructures de qualité, sécurisées et pérennes. Pour ce faire le Syndicat mixte s'est constitué en centrale d'achats en janvier 2022, qui pourra intervenir en tant que grossiste ou intermédiaire, et qui prévoit d'offrir des services, prestations et fournitures dans les domaines suivants :

- Services numériques essentiels pour les collectivités (« Mairie Connectée »),
- Prestations de vidéoprotection,
- Services de télécommunications et communications électroniques.

Le Syndicat mixte a par ailleurs lancé l'expérimentation d'un réseau public LoRa pour l'Internet des Objets.

En ce qui concerne plus précisément les services numériques essentiels « Mairie connectée », ceux-ci ne se limitent pas à la simple fourniture de services. Ils prévoient en outre l'intervention du Centre de gestion de la fonction publique territoriale par la signature d'une convention tripartite. Ce dernier accompagnera les bénéficiaires dans la mise en œuvre de ces services afin de garantir leur bonne appropriation et la meilleure adaptation aux besoins de la collectivité.

L'adhésion à la centrale d'achats permettra de bénéficier de ces services, prestations et fournitures sans avoir à lancer de consultation, en profitant des marchés qu'elle aura passés.

L'acheteur qui a recours à une centrale d'achats est réputé avoir respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confié.

Eu égard au périmètre de la centrale d'achats, qui couvre les Départements du Nord et du Pas-de-Calais, l'économie d'échelle liée à la mutualisation des besoins permettra de bénéficier des meilleurs tarifs.

Le recours aux marchés de la centrale d'achats n'implique aucune exclusivité de commande auprès des fournisseurs de cette dernière. L'adhérent n'a aucune obligation de recourir aux marchés qui n'ont pas été spécifiquement conclus pour lui et à sa demande par la centrale d'achats.

Vu les articles L 2113-2 et suivants du code de la commande publique,

Vu la convention d'adhésion à la centrale d'achats de La Fibre Numérique 59 62,

Considérant l'intérêt que pourrait représenter le recours aux marchés passés par la centrale d'achats de La Fibre Numérique 59 62 en matière de services numériques, pour l'économie des ressources de la ville de Longuenesse en matière de passation des marchés publics, pour le bénéfice de l'expertise apportée par le Syndicat mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique et pour l'amélioration des tarifs que permet la mutualisation des achats,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal :

Article 1 : DECIDE de l'adhésion de la ville de Longuenesse à la centrale d'achats du Syndicat Mixte Nord – Pas-de-Calais Numérique au titre des prestations, services et fournitures que ladite centrale d'achats pourra offrir en matière de services numériques.

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document afférent à cette adhésion, et notamment la convention d'adhésion à la centrale d'achats.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE * (P.-de-C.) *

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-114 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9/1

OBJET : Administration générale - Dématérialisation des actes – Prestations de services numériques et accompagnement – Convention avec le Centre de Gestion du Pas-de-Calais

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-114-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-114 DGSCB

La séance ouverte,

Vu l'alinéa 3 des articles L. 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°875-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n]84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Considérant que dans le cadre de mise en place de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité, le CDG62 dans sa politique d'accompagnement des collectivités territoriales du Pas-de-Calais souhaite aider ces dernière dans la mise en place du transfert des actes administratifs au contrôle de légalité.

Cette prestation est facultative pour le CDG62, c'est pour cette raison que ce dernier procède par conventionnement.

Après avoir expliqué les différentes phases de l'accompagnement et les engagements des parties et en avoir délibéré, le conseil municipal se prononce à l'unanimité sur la participation de la commune à cet accompagnement et décide :

- De signer avec le CDG62 la convention pour l'accompagnement à la E-administration,
- De mettre à disposition du CDG62 les ressources matérielles et humaines nécessaires à cet accompagnement,
- D'acquérir les certificats nécessaires à l'envoi et éventuellement à la signature.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-115 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Administration générale – Dématérialisation du contrôle de légalité des actes administratifs, transmission par voie électronique ou télétransmission – Avenant n° 1 changement d'opérateur exploitant le dispositif de transmission des actes par voie électronique

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-115-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-115 DGSCB

La séance ouverte, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération n° 2015-2 du 20 février 2015, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur le principe de dématérialisation du contrôle de légalité des actes administratifs.

Le conseil municipal vient d'entériner l'adhésion avec le Centre de Gestion du Pas-de-Calais afin d'accompagner la ville à la e-administration. Actuellement, le contrôle de légalité s'effectue via la plateforme Docapost. Aussi, il convient d'entériner le changement d'opérateur exploitant le dispositif de transmission des actes par voie électronique par avenant.

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État du 27 février 2015 signée entre :

1) la Préfecture du Pas de Calais représentée par le Préfet, ci-après désignée : le « représentant de l'État »,

2) et la commune de Longuenesse représentée par son maire, Monsieur Jean-Marie BARBIER, agissant en vertu d'une délibération n° 2015-2 du 20 février 2015, ci-après désignée : la « collectivité ».

Exposé des motifs :

Cet avenant a pour objet de prendre en compte le changement de dispositif homologué de transmission par voie électronique des actes de la collectivité soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État.

Dispositif :

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

Article 1er

L'article 2.1 de la convention susvisée est modifié comme suit :

« ARTICLE 2.1 – L'opérateur de transmission et son dispositif
« Pour recourir à la transmission électronique, la collectivité s'engage à utiliser le dispositif suivant : S2LOW. Celui-ci a fait l'objet d'une homologation le 20 janvier 2017 par le ministère de l'Intérieur.

La société LIBRICIEL chargée de l'exploitation du dispositif homologué, désignée ci-après « opérateur de transmission » est chargé de la transmission électronique des actes de la collectivité.

Article 2

Toutes les autres stipulations de la convention initiale restent inchangées.

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter du 10 septembre 2026.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal entérine les dispositions ci-dessus.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-116 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	7.5.2

OBJET : Subvention exceptionnelle versée à l'Association des Maires de France pour les victimes des incendies de l'été 2026

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-116-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

N° 2026-116 DGSCB

La séance ouverte,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1111-1 du CGCT,

Des incendies d'une intensité exceptionnelle se sont déclarés en France, ont ravagé près de 115 000hectares, et nécessité l'évacuation de nombreuses communes, provoquant une catastrophe humaine, sociale, environnementale et économique.

Face à ce drame, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) appelle les communes et les intercommunalités de France métropolitaine et d'Outre-mer à apporter, au plus vite, un soutien financier aux opérations d'urgence en cours ou en préparation, ainsi qu'à la longue phase d'accompagnement nécessaire.

Sensible aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la commune de Longuenesse tient à apporter son soutien et sa solidarité aux communes impactées.

Aussi, il est proposé au conseil municipal de soutenir les communes impactées dans la mesure de ses capacités, de la manière suivante :

- Faire un don d'un montant de 2 000,00 €à l'Association des maires de France AMF Aides sinistrés, à qui il reviendra de reverser ce don aux collectivités sinistrées.

Après avoir entendu ce rapport, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve ce soutien financier et habilite Monsieur le maire à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Coordonnées bancaires
Association des maires de France (AMF) :
IBAN : FR76 1027 8041 0200 0201 2731 506 - BIC : CMCIFR2A
Titulaire : AMF AIDES SINISTRES 41 quai d'Orsay75007Paris

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026

Ville de Longuenesse	DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL	Numéro de l'acte	2026-117 DGSCB
		Nature de l'acte	Délibération
		Matière de l'acte	9.1

OBJET : Commerce – Mise en place d'un fonds d'indemnisation des commerçants impactés par les travaux urbains et ruraux – Définition du périmètre des travaux liés au réseau de chaleur de la CAPSO

DATE DE CONVOCATION
4 septembre 2026

DATE D'AFFICHAGE
4 septembre 2026

Nombre de Conseillers
En exercice : 33

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL VILLE DE LONGUENESSE

L'an deux mille vingt-six, le dix septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian COUPEZ, Maire, à la suite de la convocation adressée le 4 septembre 2026.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Christian COUPEZ, Maire, Mme Delphine DUWICQUET, M. Stephen MOUND, Mme Florence NIVERT, M. François RUCKEBUSCH, Mme Dominique BERNARD, M. Eric FOULON, Mme Peggy MAHU et M. Arnaud ROUSSEL, Adjoints.

Mme Georgette RIQUART, Mme Béatrice LEMAIRE, Mme Martine MENAIS, Mme Michèle BEAUVOIS, Mme Sylvie HEURTEBOUST, M. Pascal VOSPETTE, Mme Isabelle HUDELLE, Mme Joëlle GREUET, M. Olivier BRUNET, M. Stéphane MILAMON, M. Stéphane HAELEWYCK, Mme Delphine MALIDAN, M. Rodrigues HERMANT, Mme Amélie DELTOUR, M. Jean-Christophe POCHET, M. Matthieu LEGROIS, M. Andy DUTRIEU, Mme Brigitte LECOUSTRE, Mme Hélène DELECOURT, M. Manuel DEREPPER et M. Thomas LEGRAND, Conseillers Municipaux.

PROCURATIONS :

Mme Delphine BARBIER donne procuration à Mme Béatrice LEMAIRE
M. Eric LEBAS donne procuration à Mme Joëlle GREUET
Mme Chantal LEVRAY donne procuration à M. Thomas LEGRAND

M. Andy DUTRIEU est élu secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture
062-216205252-20260910-2026-117-DE
Date de télétransmission : 16/09/2026
Date de réception préfecture : 16/09/2026

La séance ouverte, Monsieur le Maire informe l'assemblée que la charte d'urbanisme commercial, approuvé par le conseil communautaire du 30 juin 2016 et élargi à l'ensemble du territoire de la CAPSO en date du 29 septembre 2017, a prévu la création d'un fonds de développement commercial.

En effet, sous le cadre de travaux importants, réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale ou intercommunale, rendant l'accessibilité aux commerces difficiles sur des périodes de temps significatives, certaines entreprises peuvent connaître des pertes de chiffres d'affaires conjoncturelles et donc des difficultés de trésorerie.

Afin de ne pas mettre en péril ces activités, et en cohérence avec la politique communautaire de redynamisation commerciale des centres-villes, centres-bourgs et des communes rurales, la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer a décidé de permettre un mécanisme de soutien aux entreprises concernées.

Le mécanisme de mise en place du fonds et sa mise en œuvre est le suivant :

CARACTERISTIQUE DE L'AIDE

- ✓ Prêt personnel (prêt d'honneur) sans garantie, sans hypothèque (et non une subvention)
- ✓ Le prêt pouvant selon le dossier et les conditions d'examen atteindre 10 000.00€
- ✓ La durée du remboursement de 40 mois maximum à laquelle peut s'ajouter un différé maximum de 6 mois.
- ✓ Pas d'obligation de co-financement bancaire (contrairement au prêt d'honneur classique mis en place par IPSO)

ENTREPRISES ELIGIBLES

- ✓ Entreprises existantes depuis plus de 3 ans, sauf en cas de reprise d'une activité
- ✓ Immatriculées au RNE ou au registre des métiers
- ✓ Activités : commerce, café, hôtel, restaurant, services à titre exceptionnel et au cas par cas
- ✓ Ayant le siège ou l'établissement sur la CAPSO
- ✓ Un chiffre d'affaires maximum de 600 000 €HT par an (dérogation possible après examen par le comité d'agrément)
- ✓ Situées dans le périmètre repris par la délibération communale
- ✓ Justifiant d'une perte d'exploitation sur une période d'au minimum 3 mois, conjoncturelle et non structurelle, due au travaux (l'analyse financière des éléments comptables n-1 et n de l'entreprise étant un élément déterminant d'appréciation)
- ✓ Ne faisant pas déjà l'objet d'une procédure collective (redressement judiciaire ou plan de continuation)
- ✓ La banque de l'entreprise doit maintenir les engagements court terme pris en faveur de l'entreprises (découvert, crédit de campagne, …)

ENGAGEMENT CAPSO :

- ✓ Confier la mise en place et la gestion du fonds à la plateforme IPSO

ENGAGEMENT DE LA COMMUNE CONCERNEE

- ✓ Prendre une délibération spécifique à chaque chantier précisant le périmètre dans lequel doit se trouver l'entreprise bénéficiaire, la nature et la durée des travaux.

ENGAGEMENT IPSO

- ✓ Mettre en place une comptabilité analytique
- ✓ Créer un comité d'agrément spécifique pour analyser et décider de l'octroi ou non d'un prêt d'honneur.
  - o Composé d'un représentant de la CAPSO en l'occurrence M. DENIS ainsi que d'un représentant de la ou des communes concernées en fonction des dossiers traités. Pas de droit de vote.
  - o Le chef d'entreprise sera entendu par le comité.
- ✓ Rédiger la convention de prêt
- ✓ Débloquer les fonds auprès du chef d'entreprises
- ✓ Gérer les remboursements

INFORMATION DES ENTREPRISES CONCERNEES ET MONTAGE DES DOSSIERS

- ✓ Communication sur le dispositif en amont des travaux par la CAPSO, la Commune concernée, CMA, CCI, IPSO
- ✓ Montage des dossiers avec les chambres consulaires concernées et instruction des dossiers auprès de IPSO

Par conséquent,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer en date du 29 septembre 2016 instituant un fonds intercommunal d'indemnisation des commerçants impactés par les travaux d'aménagement urbains et ruraux ;

Considérant la réalisation des travaux liés à l'opération de déploiement du réseau de chaleur portée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO) ;

Considérant que ces travaux sont susceptibles d'occasionner des perturbations et de générer un impact sur l'activité économique des commerçants implantés à proximité du chantier ;

Considérant la nécessité de définir le périmètre géographique au sein duquel les entreprises pourront être éligibles au fonds intercommunal d'indemnisation ;

Considérant que le chantier, démarré en janvier 2026, devrait s'achever fin septembre 2026 ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le conseil municipal entérine les dispositions ci-dessous :

Article 1 – Définition du périmètre

Sont inclus dans le périmètre du fonds intercommunal d'indemnisation les commerçants dont l'établissement est situé dans le secteur directement impacté par les travaux, à savoir :

- L'avenue Léon Blum à Longuenesse ainsi que ses rues adjacentes, notamment l'allée Honoré de Balzac (cf : cartographie en PJ).

Article 2 – Conditions d'éligibilité

Les entreprises situées dans le périmètre ainsi défini pourront solliciter le bénéfice du fonds d'indemnisation, sous réserve de satisfaire aux conditions et critères fixés par le règlement du fonds intercommunal.

Fait en séance, les jour, mois et an ci-dessus,

Le secrétaire de séance,

Andy DUTRIEU

Pour extrait conforme,
Le Maire,

MAIRIE DE LONGUENESSE (P.-de-C.)

Christian COUPEZ

Publication le 16/09/2026